

RCS : LYON
Code greffe : 6901

Documents comptables

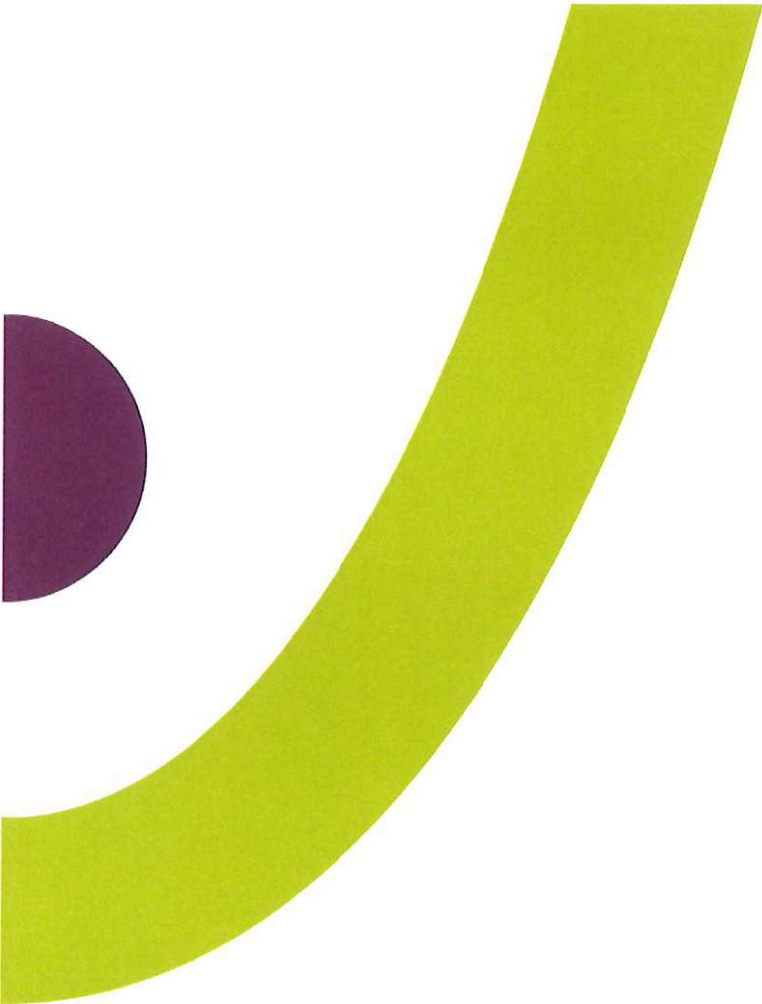
REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2017 B 00440
Numéro SIREN : 825 126 832
Nom ou dénomination : BATI LYON PROMOTION

Ce dépôt a été enregistré le 20/09/2021 sous le numéro de dépôt B2021/036549



BATI LYON PROMOTION SAS

68 Cours Lafayette
69003 LYON

COMPTES ANNUELS
du 01/04/2020 au 31/03/2021



Bilan

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	6 200	5 310	890	2 956
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	275 083	86 455	188 629	161 880
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	14 808		14 808	14 517
ACTIF IMMOBILISÉ	296 091	91 765	204 326	179 354
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de - De biens				
production : - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	350 188		350 188	169 998
Autres	344 440		344 440	124 704
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	283 569		283 569	990 740
Charges constatées d'avance	28 220		28 220	26 072
ACTIF CIRCULANT	1 006 417		1 006 417	1 311 513
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	1 302 508	91 765	1 210 743	1 490 867

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/04/2020	Du 01/04/2019
	Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Capitaux propres		
Capital social ou individuel (dont versé)	300 000	300 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
- Légale	2 029	
Réserves :		
- Statutaires ou contractuelles		
- Réglementées		
- Autres	38 533	
Report à nouveau		-86 604
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	176 821	127 166
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	517 383	340 562
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour :		
- Risques		
- Charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes :		
- Au près des établissements de crédit	129 358	134 451
- Financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
- Fournisseurs et comptes rattachés	273 473	27 748
Dettes :		
- Fiscales et sociales	290 319	259 496
- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	211	402 611
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		326 000
EMPRUNTS ET DETTES	693 360	1 150 305
Écarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	1 210 743	1 490 867

Compte de résultat

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue :				
- De biens				
- De services	1 800 524		1 800 524	1 291 674
Chiffre d'affaires net	1 800 524		1 800 524	1 291 674
Production :				
- Stockée				
- Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			27 387	34 588
Autres produits			82	33
			1 827 993	1 326 295
CHARGES D'EXPLOITATION			1 827 993	1 326 295
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			631 775	392 688
Impôts, taxes et versements assimilés			16 010	8 393
Salaires et traitements			616 140	518 901
Charges sociales			259 287	215 382
- Amortissements sur immobilisations			51 389	36 555
Dotations aux :				
- Dépréciations sur immobilisations				
- Dépréciations sur actif circulant				
- Provisions pour risques et charges				
Autres charges			6	84
			1 574 607	1 172 003
CHARGES D'EXPLOITATION			1 574 607	1 172 003
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
			253 386	154 292
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			253 386	154 292
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2 998	2 585
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			2 998	2 585
CHARGES FINANCIÈRES			2 998	2 585
RÉSULTAT FINANCIER			-2 998	-2 585
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			250 388	151 707

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	785	376
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	785	376
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	70	1 546
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	70	1 546
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	715	-1 170
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	74 282	23 371
TOTAL DES PRODUITS	1 828 778	1 326 671
TOTAL DES CHARGES	1 651 957	1 199 505
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	176 821	127 166

Annexe

Règles et méthodes comptables

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Covid 19

La crise sanitaire liée à la Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-029 du 23 mars 2020 constituent un fait marquant de l'exercice. La crise sanitaire a eu un impact sur l'organisation des activités de l'entité.

L'entité a bénéficié des divers dispositifs mis en place par les pouvoirs publics au cours de l'exercice, et notamment a eu recours au chômage partiel.

A la date d'arrêt des comptes des états financiers 2020 de l'entité par le Président, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Covid 19

Compte tenu des événements récents et des mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis selon le plan comptable général adopté par le règlement ANC 2014-03, à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité, continuité de l'activité,
- Régularité et sincérité,
- Prudence,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Pour être inscrites au bilan, les immobilisations doivent être identifiables, porteuses d'avantages économiques futurs, contrôlées par l'entité et évaluées de façon fiable.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entité, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements et dépréciation des immobilisations

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Toutefois, l'entité a retenu la durée d'usage en application des mesures de simplification offertes pour les PME. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- | | |
|----------------------------|------------|
| ● Licences | 3 ans, |
| ● Agencements siège social | 5 à 7 ans, |
| ● Matériel de transport | 4 ans, |
| ● Matériel de bureau | 3 ans, |
| ● Mobilier | 5 ans. |

L'entité a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dépréciations sont évaluées créance par créance.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

AUTRES INFORMATIONS

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 4 646 € HT.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entité prévoit des/ne prévoit pas d'indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Il n'a pas été conclu de contrat d'assurance en vue de financer les engagements de retraite. Les engagements correspondant n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite a été effectuée de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.72 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : 2012-2014 de l'INSEE

Les engagements de retraite à la date de clôture de l'exercice ont été évalués à 27 281 €.

Effectif moyen

L'effectif moyen salarié du au 31/03/2021 s'élève à 9 salariés. Il s'élevait à 7 salariés pour l'exercice clos au 31/03/2020.

Etat des immobilisations, amortissements et dépréciations

Immobilisations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	6 200			6 200
Immobilisations corporelles	199 013	76 071		275 083
Immobilisations financières	14 517	307	16	14 808
TOTAL	219 730	76 378	16	296 091

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	3 244	2 067		5 310
Immobilisations corporelles	37 133	49 322		86 455
TOTAL	40 376	51 389		91 765

Dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
-----------------------	-----------------------------------	---	---	-----------------------------------

Réglémentées

- Reconstitution des gisements
- Provisions pour :
 - Investissements
 - Hausse des prix
- Amortissements dérogatoires
- Provisions pour prêts d'installation
- Autres provisions réglementées

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Risques et charges

- Litiges
- Garanties données aux clients
- Pertes sur marché à terme
- Amendes et pénalités
- Pertes de change
- Provisions pour :
 - Pensions et obligations
 - Impôts
 - Renouvellement des immobilisations
 - Gros entretien et grandes révisions
 - Charges sociales et fiscales sur congés à payer
- Autres provisions pour risques et charges

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
--------------------------	-----------------------------------	---	---	-----------------------------------

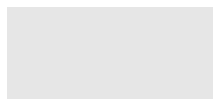
Dépréciations

- Incorporelles
- Corporelles
- Immobilisations :
 - Titres mis en équivalence
 - Titres de participation
 - Financières
- Sur stocks et en cours
- Sur comptes clients
- Autres provisions pour dépréciation

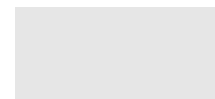
DÉPRÉCIATIONS

TOTAL GÉNÉRAL

- D'exploitation
- Dont dotations et reprises :
 - Financières
 - Exceptionnelles



Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation



Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	692	1 460
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	228 537	20 483
Dettes fiscales et sociales	81 724	64 418
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	310 953	86 361

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	192 448	38 202
Autres créances	5 459	1 832
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	197 907	40 034

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	14 808		14 808
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	350 188	350 188	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 299	7 299	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	44 719	44 719	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupes et associés			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	292 422	292 422	
Charges constatées d'avance	28 220	28 220	
TOTAL	737 656	722 848	14 808

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- À 1 an max. à l'origine				
- À plus d'1 an à l'origine	129 358	56 447	72 911	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	273 473	273 473		
Personnel et comptes rattachés	55 229	55 229		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	66 463	66 463		
Impôts sur les bénéfices	50 610	50 610		
Taxe sur la valeur ajoutée	108 935	108 935		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	9 082	9 082		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	211	211		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	693 360	620 449	72 911	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

42 800

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

46 837

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	
	31/03/2021	31/03/2020
- D'exploitation		326 000
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL		326 000

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	
	31/03/2021	31/03/2020
- D'exploitation	28 220	26 072
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	28 220	26 072

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	30 000	10.00000	300 000
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	30 000	10.00000	300 000

BATI LYON PROMOTION

Société par actions simplifiée
Au capital de 300 000 euros
Siège social : 68 cours Lafayette - 69003 LYON
825 126 832 RCS LYON

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 27 JUILLET 2021

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2021

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2021 s'élevant à 176 820,95 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	176 820,95 euros
Dotation à la réserve légale	8 842,00 euros
Le solde	167 978,95 euros

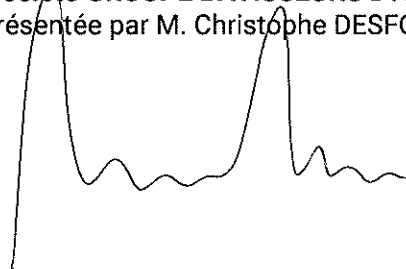
en totalité au compte "Autres réserves".

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 27 juillet 2021

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
La Présidente
La Société GROUPE BÂTISSEURS D'AVENIR
Représentée par M. Christophe DESFOSSÉS





Bati Lyon Promotion

Exercice clos le 31 mars 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



Bati Lyon Promotion

Exercice clos le 31 mars 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Bati Lyon Promotion,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bati Lyon Promotion relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 26 juillet 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'F' and 'M' intertwined.

François Macé

Matthieu Barreau

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/04/2020 au 31/03/2021			Au 31/03/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	6 200	5 310	890	2 956
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	275 083	86 455	188 629	161 880
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	14 808		14 808	14 517
ACTIF IMMOBILISÉ	296 091	91 765	204 326	179 354
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de - De biens				
production : - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	350 188		350 188	169 998
Autres	344 440		344 440	124 704
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	283 569		283 569	990 740
Charges constatées d'avance	28 220		28 220	26 072
ACTIF CIRCULANT	1 006 417		1 006 417	1 311 513
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	1 302 508	91 765	1 210 743	1 490 867

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/04/2020	Du 01/04/2019
	Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Capitaux propres		
Capital social ou individuel (dont versé)	300 000	300 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
- Légale	2 029	
Réserves :		
- Statutaires ou contractuelles		
- Réglementées		
- Autres	38 533	
Report à nouveau		-86 604
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	176 821	127 166
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	CAPITAUX PROPRES	340 562
	517 383	340 562
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
	AUTRES FONDS PROPRES	
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour :		
- Risques		
- Charges		
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes :		
- Au près des établissements de crédit	129 358	134 451
- Financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
- Fournisseurs et comptes rattachés	273 473	27 748
Dettes :		
- Fiscales et sociales	290 319	259 496
- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	211	402 611
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		326 000
	EMPRUNTS ET DETTES	1 150 305
Écarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 490 867
	1 210 743	1 490 867

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/03/2021	Au 31/03/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	785	376
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	785	376
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	70	1 546
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	70	1 546
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	715	-1 170
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	74 282	23 371
TOTAL DES PRODUITS	1 828 778	1 326 671
TOTAL DES CHARGES	1 651 957	1 199 505
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	176 821	127 166

Règles et méthodes comptables

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Covid 19

La crise sanitaire liée à la Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-029 du 23 mars 2020 constituent un fait marquant de l'exercice. La crise sanitaire a eu un impact sur l'organisation des activités de l'entité.

L'entité a bénéficié des divers dispositifs mis en place par les pouvoirs publics au cours de l'exercice, et notamment a eu recours au chômage partiel.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2020 de l'entité par le Président, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Covid 19

Compte tenu des événements récents et des mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis selon le plan comptable général adopté par le règlement ANC 2014-03, à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité, continuité de l'activité,
- Régularité et sincérité,
- Prudence,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Pour être inscrites au bilan, les immobilisations doivent être identifiables, porteuses d'avantages économiques futurs, contrôlées par l'entité et évaluées de façon fiable.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entité, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements et dépréciation des immobilisations

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Toutefois, l'entité a retenu la durée d'usage en application des mesures de simplification offertes pour les PME. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Licences 3 ans,
- Agencements siège social 5 à 7 ans,
- Matériel de transport 4 ans,
- Matériel de bureau 3 ans,
- Mobilier 5 ans.

L'entité a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dépréciations sont évaluées créance par créance.

Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

AUTRES INFORMATIONS

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 4 646 € HT.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entité prévoit des/ne prévoit pas d'indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Il n'a pas été conclu de contrat d'assurance en vue de financer les engagements de retraite. Les engagements correspondant n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite a été effectuée de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base des hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.72 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : 2012-2014 de l'INSEE

Les engagements de retraite à la date de clôture de l'exercice ont été évalués à 27 281 €.

Effectif moyen

L'effectif moyen salarié du au 31/03/2021 s'élève à 9 salariés. Il s'élevait à 7 salariés pour l'exercice clos au 31/03/2020.

Etat des immobilisations, amortissements et dépréciations

Immobilisations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	6 200			6 200
Immobilisations corporelles	199 013	76 071		275 083
Immobilisations financières	14 517	307	16	14 808
TOTAL	219 730	76 378	16	296 091

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	3 244	2 067		5 310
Immobilisations corporelles	37 133	49 322		86 455
TOTAL	40 376	51 389		91 765

Dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Risques et charges

- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				

DÉPRÉCIATIONS

TOTAL GÉNÉRAL

- D'exploitation
 Dont dotations et reprises : - Financières
 - Exceptionnelles

Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	692	1 460
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	228 537	20 483
Dettes fiscales et sociales	81 724	64 418
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	310 953	86 361

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/03/2021	31/03/2020
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	192 448	38 202
Autres créances	5 459	1 832
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	197 907	40 034

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	14 808		14 808
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	350 188	350 188	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 299	7 299	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	44 719	44 719	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupes et associés			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	292 422	292 422	
Charges constatées d'avance	28 220	28 220	
TOTAL	737 656	722 848	14 808

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- À 1 an max. à l'origine				
- À plus d'1 an à l'origine	129 358	56 447	72 911	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	273 473	273 473		
Personnel et comptes rattachés	55 229	55 229		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	66 463	66 463		
Impôts sur les bénéfices	50 610	50 610		
Taxe sur la valeur ajoutée	108 935	108 935		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	9 082	9 082		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	211	211		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	693 360	620 449	72 911	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 42 800

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice 46 837

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	
	31/03/2021	31/03/2020
- D'exploitation		326 000
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL		326 000

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	
	31/03/2021	31/03/2020
- D'exploitation	28 220	26 072
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	28 220	26 072

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	30 000	10.00000	300 000
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	30 000	10.00000	300 000